

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 31154C du rôle
Inscrit le 7 août 2012

Audience publique du 25 avril 2013

**Appel formé par
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement du tribunal administratif
du 27 juin 2012 (n° 28853 et 28916 du rôle)
ayant statué sur les recours de Monsieur et de
la société ... s.à r.l., ...,
contre deux décisions du Procureur Général d'Etat
en matière de feuilles d'audience et points de presse**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 31154C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 7 août 2012 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER, fort d'un mandat à ces fins du même jour délivré par le Procureur Général d'Etat, dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 27 juin 2012 (n° 28853 et 28916 du rôle) ayant reçu en la forme les recours en annulation introduits par Monsieur, éditeur de journaux, demeurant à L-...., et la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à la même adresse, représentée par son gérant actuellement en fonctions, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., et annulé une première décision du Procureur Général d'Etat du 30 mars 2011 retirant à Monsieur le droit de se voir communiquer des feuilles d'audience des tribunaux pénaux luxembourgeois et lui refusant de participer aux points de presse ainsi qu'une deuxième décision du Procureur Général d'Etat du 1^{er} juillet 2011 refusant à la société à responsabilité limitée ... s.à r.l. le droit de se voir communiquer des feuilles d'audience des tribunaux pénaux luxembourgeois et lui refusant de participer aux points de presse ;

Vu les mémoires en réponses déposés au greffe de la Cour administrative le 12 octobre 2012 par Maître Roy REDING, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, aux noms respectivement de Monsieur et de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., préqualifiés ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 8 novembre 2012 par Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT et Maître Roy REDING en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 18 décembre 2012 ;

Vu la rupture du délibéré du 7 février 2013 et les questions de fourniture d'éléments complémentaires y formulées ;

Vu le courrier déposé au greffe de la Cour administrative le 20 février 2013 par Maître Roy REDING au nom des intimés ;

Vu le courrier de Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK déposé au greffe de la Cour administrative le 25 février 2013 ensemble la prise de position du Procureur Général d'Etat y annexée du 22 février 2013 ;

Le rapporteur entendu en son rapport complémentaire ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER et Maître Caroline MULLER, en remplacement de Maître Roy REDING, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 28 février 2013.

Le « *groupe de presse ...* », publiant entre autres l'hebdomadaire « ... », se vit adresser régulièrement en sa qualité d'éditeur de différents périodiques, et ce à l'instar d'autres journalistes et/ou éditeurs, depuis le début de l'année 2007 par le Parquet Général de Luxembourg les feuilles d'audience des chambres correctionnelles et criminelles des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch, ainsi que de la Cour Supérieure de Justice.

Au courant du mois d'octobre 2009, il fut informé par le Parquet Général qu'il ne percevrait dorénavant plus lesdites feuilles d'audience, mais après intervention de son mandataire auprès du ministre de la Justice, suivant courrier du 25 novembre 2009, lesdites communications continuèrent néanmoins à lui être adressées.

Le 13 décembre 2010, le porte-parole de la Justice refusa à un journaliste de l'hebdomadaire « ... » l'accès à une réunion d'information destinée à la presse et, à partir du début du mois de février 2011, sans préjudice quant à une date plus exacte, le « *groupe de presse ...* » ne se vit plus communiquer ces feuilles d'audience et ne fut plus convié aux réunions d'information destinées à la presse, communément appelées « *points de presse* ».

Monsieur, de même que son mandataire, se virent ensuite adresser en date du 3 février 2011 un courrier recommandé du Procureur Général d'Etat les informant de son intention de « *retirer la décision de communiquer les feuilles d'audience au groupe de presse ...* », ledit courrier étant libellé comme suit :

« Je me permets de revenir à la décision qui a été prise en février 2010 de faire parvenir en copie les feuilles d'audience des chambres criminelles et correctionnelles au groupe de presse

Il se trouve que M. a, au cours des derniers temps, été condamné à itératives reprises tant pénalement que civilement du chef d'atteinte portée à l'honneur ou à la considération des personnes ou encore d'atteinte à la vie privée, de violation de la loi relative à la protection des données et de recel (affaire dans le cadre de son activité journalistique). Un nombre important d'affaires sont encore pendantes contre M. Il s'agit tant d'affaires pénales que d'affaires civiles. Il y a d'ailleurs lieu de noter un certain nombre de condamnations en première instance.

M. a encore fait l'objet de deux plaintes auprès du Conseil de Presse qui ont été déclarées recevables et fondées.

Dans les conditions données il est établi que le groupe de presse dont M. est le responsable ne respecte en rien les dispositions du chapitre V intitulé « Des devoirs découlant de la liberté d'expression » de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias qui s'appliquent à tout journaliste.

J'envisage de retirer la décision de communiquer les feuilles d'audience au groupe de presse

En application de l'article 9 du règlement grand-ducal du 6 [8] juin 1979 pris en exécution de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non-contentieuse, je vous prie de bien vouloir me faire connaître vos observations à l'égard de la décision que j'envisage de prendre jusqu'au 15 février 2011 au plus tard.

Pour le bon ordre je me permets de préciser qu'aucune décision quant aux invitations au « point de presse » ne sera prise avant celle relative à la communication des feuilles d'audience. (...) ».

Monsieur ... ayant sollicité à être entendu à ce sujet, une réunion eut lieu avec des membres du Parquet Général le 28 mars 2011, suite à quoi le Procureur Général d'Etat lui adressa en date du 30 mars 2011 un courrier libellé comme suit :

« Me référant à notre réunion du lundi, 28 mars 2011, au cours de laquelle vous avez eu la possibilité de faire connaître vos observations au sujet du contenu de mon courrier du 3 février 2011, ceci en présence de Madame l'avocat général ... et de Madame l'attachée de justice ... je me vois contraint de maintenir ma position, les explications que vous avez fournies n'étant, en effet, pas de nature à me faire changer d'avis.

Il doit malheureusement être constaté que nonobstant le fait que vous avez fait l'objet, de façon répétée, de condamnations tant pénales que civiles, coulées en force de

chose jugée, les plaintes dirigées contre vous pour atteinte portée à l'honneur ou à la considération des personnes ou encore à la vie privée ainsi que pour violation de la loi relative à la protection des données se multiplient à un rythme inquiétant.

Vous avez été notamment condamné :

- *par arrêt contradictoire de la Cour d'appel du 15 mars 2006 du chef d'injure par écrit à une amende de 1.800 euros,*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 11 octobre 2007 du chef d'infractions à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et plus particulièrement du chef d'infractions aux articles 5 et 6 à une amende de 5.000 euros (« ... »),*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 18 novembre 2008 du chef de calomnie à une amende de 3.000 euros (« ... »),*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 11 décembre 2008 du chef de recel dans le cadre de l'activité journalistique à une amende de 3.000 euros,*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 17 novembre 2009 du chef d'injure (« ... ») à une amende de 500 euros,*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 11 février 2010, affaire fixée en instance d'appel au 9 mai 2011, du chef de recel et de calomnie (« ... ») à une amende de 6.000 euros,*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 14 juillet 2010, frappé d'appel, du chef d'injure (« ... ») à une amende de 1.500 euros,*
- *par jugement contradictoire du tribunal correctionnel de Luxembourg du 14 décembre 2010, affaire fixée en instance d'appel au 8 avril 2011, du chef d'injures (« ... » et « ... ») à une amende de 4.000 euros,*
- *par jugement civil n° 83 du 17 mars 2010, demande basée sur les articles 1382 et 1383 du code civil, vous avez été condamné à des dommages et intérêts du chef d'atteinte à la présomption d'innocence et d'atteinte à l'honneur et à la réputation (« ... »).*

Vous faites actuellement l'objet de nombreuses plaintes avec ou sans constitution de partie civile (affaires n° ...) et trois instructions sont pendantes contre vous au cabinet d'instruction (affaires n° ...).

En ce qui concerne vos récents articles au sujet de membres de la magistrature il y a lieu de relever en particulier:

...
...
...

Vous avez cru argumenter que les articles incriminés ne seraient nullement injurieux.

Or, outre le fait qu'il est permis d'y entrevoir un caractère injurieux et calomnieux, ils constituent une intrusion disproportionnée et éthiquement injustifiable dans la vie privée.

La commission des plaintes du conseil de presse a également dans deux décisions (dossiers n° ... et n° ...) constaté une divulgation d'éléments de la vie privée sans rapport direct avec la vie publique de Monsieur ... et une illustration des articles par des photographies publiées sans autorisation du tenant des droits sur les images en question.

De même l'exemple concret de l'article initial sur la poursuite pénale de l'avocat ..., qui n'a été suivi dans vos publications d'aucune mention de son acquittement intervenu par décision du 17 février 2011, n'a suscité pour seule explication de votre part que l'argument de ne pas avoir pu rectifier le tir faute d'avoir eu connaissance de cette décision de justice pourtant rendue en audience publique à la date annoncée lors des débats au fond et figurant de surplus sur la feuille d'audience.

Par lettre du 14 janvier 2011, Maître ... n'a d'ailleurs pas manqué de recommander au Procureur d'Etat de Diekirch de « veiller à ce que les renseignements transmis à certaine presse ne contribuent pas à faire condamner, même pas un prévenu, avant que le procès n'ait débuté ». Il a insisté notamment sur l'atteinte à sa renommée et son honneur en dénonçant d'avoir été, en raison de la parution de l'article dans un « journal à sensation émis par un journaliste peu scrupuleux », « soumis aux regards voraces d'un public peu averti, à un véritable lynchage public, une mise à mort sur la place publique ». Pour le surplus il s'est violemment insurgé « contre une pratique qui ne respecte en rien une prémisses fondamentale de notre système juridique qui prévoit la présomption d'innocence ».

Pas plus tard que le 7 mars 2011, Maître ... m'a adressé un courrier pour faire part d'une violation du droit à la présomption d'innocence de son client ..., dont l'affaire est actuellement encore en instruction, suite à la parution dans les éditions n° ... et n° ... du ... d'articles y compris une photo de Monsieur ... truffés « d'affirmations journalistiques pour partie complètement dénuées de tout fondement pour le marquer du sceau de culpabilité dans l'opinion publique ».

Force est de constater, au vu de l'énumération non limitative des illustrations qui précèdent, constatées en partie par des décisions de justice passées en force de chose jugée, que dans la collecte, l'analyse, le commentaire et le traitement rédactionnel d'informations, vous avez à d'itératives reprises, que ce soit en votre qualité de directeur du groupe de presse ..., d'éditeur responsable, de diffuseur, de collaborateur ou de journaliste, non seulement dépassé les limites du tolérable mais surtout transgressé les droits et devoirs des journalistes et éditeurs tels que définis par la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et plus particulièrement ceux découlant des dispositions reprises au chapitre V de la prédite loi.

Votre obstination à persévérer dans vos agissements en déclarant que « le scandale est un argument de vente » et à vouloir tirer profit de l'exploitation de la misère

d'autrui et de la présentation médisante et dénigrante de personnalités luxembourgeoises de tout bord, ceci dans un pur esprit de lucre et avec comme seul et unique argument une augmentation du tirage de publications plus friandes de scandales que soucieuses d'une information objective, les condamnations et autres exemples cités ci-dessus à l'appui, m'interdisent de cautionner directement ou indirectement, implicitement ou explicitement ou de quelque autre manière votre approche du journalisme en vous faisant profiter des services offerts par le Parquet général. En effet, la mise à disposition des feuilles d'audiences ainsi que les invitations à des points de presse aux fins de faciliter la tâche des journalistes, renseignements qui présentent par hypothèse une sensibilité certaine, ne se conçoivent que si les journalistes qui les reçoivent sont soucieux d'assurer une information complète et objective dans le respect des droits élémentaires de chaque citoyen et plus particulièrement de sa réputation et de son honneur, de la présomption de son innocence et de la protection de sa vie privée.

Dans ces circonstances, je me vois contraint de ne plus pouvoir vous faire bénéficier de la communication de feuilles d'audience et d'invitations aux points de presse.(...) ».

Le 15 juin 2011, le Procureur Général d'Etat se vit adresser par Maître Roy REDING la demande suivante :

« Je vous informe, par la présente, que je représente les intérêts de la société à responsabilité limitée ... SÀRL, établie au ..., représentée par son gérant actuellement en fonctions, Monsieur ..., en cours d'enregistrement auprès du registre du commerce et de sociétés de Luxembourg.

... SÀRL est la société éditrice des journaux

Dès lors et comme le veut la coutume, je Vous prie de bien vouloir faire parvenir à ma mandante les feuilles d'audience des différentes juridictions luxembourgeoises, ainsi que de bien vouloir inviter celle-ci aux points presses.(...) ».

Par décision du 1^{er} juillet 2011, le Procureur Général d'Etat refusa de faire droit à la susdite demande au motif qu'« *il est difficile de cerner en quoi une modification « en cours d'enregistrement » des statuts, voire du nom de la société éditrice des journaux ... soit de nature à influencer sur ma décision de refus de communication des feuilles d'audience et d'invitations au point presse vu que les flots de réclamations, plaintes et procès visaient des articles parus dans ces trois journaux.*

De surplus, n'est-il pas sans intérêt de noter au passage que l'associé de cette société (...) est la société anonyme ... S.A., dont le conseil d'administration est composé de :

- ;
- ..., épouse ... ;
- ;

Les deux premières personnes sont domiciliées à ...et Madame ... est domiciliée à

Il n'est partant pas question de revenir sur ma décision vous notifiée le 30 mars 2011 et laquelle est censée faire partie intégrante du présent dossier. (...) ».

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 juillet 2011, Monsieur ... introduisit un recours tendant à l'annulation du courrier du Procureur Général d'Etat du 30 mars 2011 (n° 28853 du rôle) et par une requête déposée audit greffe le 2 août 2011, la société ... s.à r.l. introduisit un recours tendant à l'annulation du courrier prévisé du Procureur Général d'Etat du 1^{er} juillet 2011 (n° 28916 du rôle).

Par jugement rendu le 27 juin 2012, le tribunal administratif joignit les deux recours, les déclara recevables et justifiés au fond, partant annula les décisions déferées du Procureur Général d'Etat des 30 mars et 1^{er} juillet 2011 et lui renvoya le dossier en prosécution de cause, tout en condamnant l'Etat aux frais des deux instances.

Au niveau de la recevabilité du recours, le tribunal rappela en premier lieu que l'acte émanant d'une autorité administrative, pour être sujet à un recours contentieux devant le juge administratif, devait constituer, dans l'intention de l'autorité émettrice, une véritable décision, à qualifier d'acte de nature à faire grief, c'est-à-dire un acte de nature à produire par lui-même des effets juridiques affectant la situation personnelle ou patrimoniale de celui qui réclame. Les premiers juges notèrent encore que le fait de ne plus faire bénéficier un membre déterminé de la presse de la mise à disposition de la presse d'informations concernant des affaires pénales à venir ou en cours reposait sur une décision du Procureur Général d'Etat ayant nécessairement examiné et apprécié au cas par cas si cet intéressé devait recevoir accès ou non à ces informations, décision ayant encore une incidence matérielle, voire juridique, sur la situation de l'intéressé qui se voit refuser les informations en question et partant l'accès aux informations relatives aux procès pénaux. Sur ce, le tribunal rappela que le Procureur Général d'Etat pouvait soit poser des actes administratifs comme tels soumis au contrôle du juge administratif, soit poser des actes de pure administration interne n'affectant pas les droits des administrés et partant soustraits à tout recours contentieux ; que la décision du Procureur Général d'Etat de refuser aux demandeurs l'accès à des informations relatives à des procès pénaux ne constituait pas non plus une décision qui tend à l'élaboration d'une décision juridictionnelle, activité relevant de l'ordre judiciaire, mais une mesure d'administration prise au terme d'une appréciation, laquelle est soumise au contrôle du juge administratif.

En conséquence, le tribunal arriva à la conclusion que les décisions déferées constituaient des décisions administratives susceptibles d'un recours.

Quant au fond, le tribunal constata que la question principale opposant les parties en cause était de savoir si la liberté d'expression est susceptible, comme en l'espèce, d'être limitée par une autorité étatique au nom de la défense de principes déontologiques de la presse et du respect de la vie privée, les parties se livrant à cet égard notamment à

des interprétations différentes de l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des Libertés fondamentales et des Droits de l'Homme (CEDH), aux termes duquel « 1. *Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.* 2. *L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire* ».

Le tribunal rappela encore que l'article 10 CEDH garantit sous le terme générique de « *liberté d'expression* », la liberté d'opinion et la liberté d'information, cette dernière étant ainsi reconnue comme un droit fondamental de l'individu protégé contre les ingérences des autorités publiques et recouvrant deux éléments constitutifs, à savoir la liberté de recevoir et la liberté de communiquer des informations et des idées, éléments qui ne sont toutefois pas absolus. Selon lui, la réserve générale d'ordre public autorise trois catégories de restrictions à l'exercice de la liberté d'information : pour protéger l'intérêt général, pour protéger d'autres droits individuels, pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire, restrictions, pour être compatibles avec la CEDH, devant être prévues par la loi et constituer des « *mesures nécessaires dans une société démocratique* ».

Sur ce, les premiers juges constatèrent l'absence de base légale aux mesures prises par le Procureur Général d'Etat et consistant à entraver l'accès des demandeurs à certaines informations, au motif qu'aucune disposition légale luxembourgeoise n'autorisait une autorité publique à refuser l'accès à des informations publiques, sinon accessibles à un public déterminé, afin de sanctionner un abus de presse.

Le tribunal rappela ensuite que l'interprétation et l'exploitation de la limitation prévue au paragraphe 2 de l'article 10 CEDH avaient fait l'objet d'une jurisprudence abondante de la part de la Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-après la « *Cour EDH* » dans le sens d'un élargissement de la notion de la liberté d'information, plus particulièrement dans un arrêt du 14 avril 2009 (cf. *Társaság a Szabadságjogokért c. Hongrie*, requête n° 37374/05 du 14 avril 2009), dans lequel la Cour a rappelé appliquer une interprétation plus large de la notion de « *liberté de recevoir des informations* » [...] *et par conséquent vers la reconnaissance du droit d'accès à une information* ». De même, le tribunal nota que la Cour EDH avait déjà eu l'occasion d'arbitrer le conflit entre liberté d'expression journalistique et droit au respect de la vie privée, droit que le Procureur Général d'Etat entend en l'espèce opposer aux demandeurs aux fins de justifier le refus déféré, en conférant une certaine primauté à la liberté d'expression journalistique sur le droit au respect de la vie privée de célébrités, ladite Cour ayant souligné par le

passé que toute restriction à la liberté journalistique dans ce domaine particulier ne manquerait pas de rejaillir négativement sur « *les domaines du reportage politique et du journalisme d'investigation* » qui, eux, doivent impérativement bénéficier « *d'un haut niveau de protection conventionnelle* ».

Finalement, le tribunal, tout en se ralliant, au vu des nombreuses condamnations infligées à Monsieur ..., à l'appréciation du Procureur Général d'Etat quant au manque manifeste de professionnalisme, d'éthique et de déontologie de celui-ci dans l'exercice de sa profession, manque s'inscrivant en violation flagrante des obligations lui imposées par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ci-après « *la loi du 8 juin 2004* », et en particulier des obligations inscrites aux sections 1 (devoir d'exactitude et de véracité), 2 (respect de la présomption d'innocence), 3 (protection de la vie privée) et 4 (protection de la réputation et de l'honneur), estima que l'absence de base légale autorisant une autorité publique à sanctionner de tels manquements par le biais de la rétention d'informations, sinon par le biais d'un refus d'accès à des informations, ainsi que l'importance accordée par la Cour EDH à la liberté d'expression journalistique, en ce compris l'accès à des informations d'intérêt public, et d'autre part, l'existence de dispositions légales permettant d'ores et déjà de sanctionner pénalement et civilement de manière idoine pareils abus, devait l'amener à annuler les décisions déferées pour violation de la liberté de presse telle que consacrée par l'article 10 CEDH.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 7 août 2012, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a régulièrement relevé appel du jugement du 27 juin 2012.

A l'appui de sa requête d'appel, l'Etat fait tout d'abord valoir que les recours initiaux auraient dû être déclarés irrecevables, étant donné que les écrits litigieux du Procureur Général d'Etat des 30 mars et 1^{er} juillet 2011, ne constitueraient pas des décisions administratives faisant grief, mais se situeraient par rapport à un simple octroi d'une facilité administrative s'analysant en un mode d'organisation de l'action administrative. Ainsi, le fait du Procureur Général d'Etat de faire parvenir aux différents éditeurs les feuilles d'audience en question et de les inviter à certains points de presse constituerait un simple fait juridique et non pas un acte juridique et surtout ne créerait pas un droit subjectif. Dès lors, les mesures prises par le Procureur Général d'Etat ne constitueraient en rien une ingérence quelconque quant au contenu des publications de Monsieur, ni une pression quelconque.

A la base, en application de l'article 10 CEDH et de l'article 88 de la Constitution, toutes les audiences sont publiques sous les réserves y prévues. Dès lors, le refus du Procureur Général d'Etat de communiquer, à partir du 30 mars 2011, les feuilles d'audience au groupe n'aurait pas entravé la divulgation d'information, étant constant que les faits et circonstances de toute affaire pénale seraient débattus à l'audience publique, accessible à tous.

Les informations ainsi recueillies à l'audience publique ne figureraient pas sur les feuilles d'audience.

La partie publique donne encore à penser que dans la mesure où les feuilles d'audience ne font qu'indiquer les programmes relatifs aux juridictions répressives, à l'exception des tribunaux de police, à suivre le raisonnement des premiers juges, toutes les autres juridictions retiendraient par conséquent des informations et entraveraient ainsi le travail des journalistes en ne leur communiquant pas leurs feuilles d'audience, lesquelles existeraient par ailleurs dans toutes les juridictions. En suivant cette voie, toutes ces autres juridictions violeraient l'article 10 CEDH.

Dès lors, la seule question qui se poserait serait celle de savoir si le Procureur Général d'Etat, en agissant de la sorte, traite les différents éditeurs de manière égale et s'il, en agissant comme il l'a fait, a respecté le principe d'égalité devant la loi. Aux yeux de la partie étatique, le fait de ne pas ou plus communiquer les feuilles d'audience à un journaliste ou éditeur ne constituerait pas une décision administrative, mais un acte de gestion administrative. S'il était jugé fautif, il serait de nature à engager la responsabilité civile de son auteur pour violation de la règle constitutionnelle d'égalité devant la loi. Si l'auteur était une partie publique, les dispositions à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques seraient applicables, sinon les articles 1382 et 1383 du Code civil.

En ordre principal, la partie publique demande dès lors à la Cour de retenir que les écrits litigieux du Procureur Général d'Etat ne s'analysent pas en décisions de nature administrative, étant donné que l'intention à la base n'aurait pas été de créer ou de restreindre des effets juridiques, mais qu'il s'agirait tout simplement de faits relatifs à un mode d'organisation de l'action administrative, dont le caractère fautif ou non échapperait aux juridictions de l'ordre administratif, uniquement compétentes en présence d'une décision administrative faisant grief.

Il y aurait dès lors lieu de réformer le jugement dont appel dans le sens de déclarer les recours initiaux irrecevables.

En ordre subsidiaire, pour le cas où la Cour confirmerait le jugement dont appel en ce qu'il a déclaré les recours initiaux recevables, l'Etat demande encore sa réformation au fond pour voir dire que les « *décisions* » litigieuses ne sont pas sujettes à annulation.

Tout d'abord, l'Etat critique la position des premiers juges consistant dans le constat de l'absence de dispositions légales suffisantes permettant de sanctionner les faits mis en avant à l'encontre des parties intimées. L'Etat renvoie à l'article 24 de la Constitution garantissant la liberté d'opinion et la liberté de la presse, tout en limitant ces libertés quant aux nécessités de l'ordre public et des bonnes mœurs, ainsi que de celles du respect des droits d'autrui. Dans la mesure où la loi suprême du pays prévoirait la possibilité de restreindre, dans l'intérêt notamment des droits d'autrui, la liberté de la presse, on ne saurait reprocher valablement au Procureur Général d'Etat d'avoir agi en l'absence de toute disposition légale lui permettant de procéder tel qu'il l'a fait.

Dans un autre ordre d'idées, l'Etat fait noter que Monsieur ... ne dispose pas d'une carte de presse officielle et n'est dès lors pas soumis au contrôle ni aux ordres du

Conseil de presse. En tant que diffuseur et éditeur au sens des points 2 et 3 de l'article 3 de la loi du 8 juin 2004, il serait cependant visé par les dispositions de cette loi qui, contrairement à ce que semble viser le tribunal, ne comporterait aucune disposition pénale pour sanctionner les différents manquements reprochés à l'intéressé.

L'Etat renvoie au dossier administratif, volumineux selon lui, renseignant sur une dizaine de condamnations de la partie intimée ainsi désignée pour notamment infractions à la loi du 1^{er} août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Ce dossier administratif établirait un manque de professionnalisme et de déontologie dans le chef de Monsieur ... dans l'exercice de sa profession, appréciation que le tribunal aurait lui-même partagée.

Dans son appréciation, le Parquet général aurait non seulement pris en considération les multiples condamnations pénales et civiles de Monsieur ..., mais aussi toutes les doléances, plaintes et courriers lui adressés et mettant en cause la violation flagrante des droits élémentaires de chaque citoyen par la partie intimée, toujours ainsi désignée. Il serait cependant du devoir du Parquet général de veiller au respect scrupuleux de la CEDH, ainsi que du Pacte International relatif aux droits civils et politiques sans oublier la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée.

L'Etat s'empare alors des dispositions non seulement de l'article 10, paragraphe 2, mais également de l'article 8-1 CEDH et renvoie à plusieurs arrêts de la Cour EDH pour en dégager notamment la solution selon lui constamment retenue, suivant laquelle, hiérarchiquement, le droit au respect de la vie privée présenterait une valeur supérieure à la liberté d'expression.

L'Etat insiste encore sur la jurisprudence constante de la Cour EDH suivant laquelle quiconque, y compris un journaliste, exerçant sa liberté d'expression, assume des « *devoirs et responsabilités* » dont l'étendue dépend de sa situation et du procédé technique utilisé, en mettant toujours l'accent sur la nécessité que la publication d'informations, de documents ou de photos dans la presse serve à l'intérêt public et apporte une contribution au débat d'intérêt général. Dans ce contexte, l'Etat critique encore le jugement dont appel en ce qu'à partir de son analyse de plusieurs décisions de la Cour EDH, il considère qu'il y avait lieu d'accorder, du moins dans une certaine mesure, une priorité à la liberté d'expression journalistique par rapport au respect de la vie privée.

A cet escient, l'Etat rappelle que la Cour EDH ne tranche que les affaires lui soumises et que pour celles qu'elle tranche, elle procède en règle générale de manière très nuancée. L'Etat s'empare encore d'un arrêt récent de la Cour (Cour EDH, Grande Chambre, 13 juillet 2012, n° 16354/06 Mouvement raélien suisse contre Suisse), dans laquelle la Cour a conclu à une non-violation de l'article 10 CEDH, estimant que les autorités suisses n'ont pas outrepassé l'ample marge d'appréciation dont elles disposaient dans cette affaire, rappelant au passage que les individus ne disposent pas d'un droit inconditionnel ou illimité à l'usage accru du domaine public, surtout dans le cas de campagnes de publicité ou d'informations, et que les motifs de leurs décisions étaient

« *pertinents et suffisants* » en limitant la restriction au seul affichage sur le domaine public et en réduisant ainsi au minimum l'ingérence dans les droits du mouvement raélien qui pouvait, de la sorte, continuer à diffuser ses idées, notamment par le biais de son site internet ou de tracts, l'interdiction de la campagne d'affichage n'étant pas jugée disproportionnée. L'action étatique a encore été jugée comme répondant à un « *besoin social impérieux* » consistant en la protection de la santé et de la morale, des droits d'autrui et de la prévention du crime.

L'Etat renvoie encore à un arrêt de la Cour de cassation du 19 juin 2003 (n° 35/03) qui a rappelé que l'exercice de la liberté de la presse est limitée par les articles 1382 et 1383 du Code Civil qui imposent l'obligation de ne pas causer un préjudice à autrui par un comportement fautif, imprudent ou négligent. A l'égard de toutes les autres matières régies par ces articles, la faute même la plus légère pourrait engager la responsabilité de son auteur.

En dernier lieu, l'Etat critique le jugement dont appel dans le sens où il laisse entendre que la publication de Monsieur ... relèverait du domaine du reportage politique ou du journalisme d'investigation. Ainsi, la célèbre phrase de Voltaire citée au jugement dont appel s'appliquerait bien à la liberté d'expression d'idées, mais non pas aux commérages et aux propos déplacés à l'égard de citoyens parfaitement honorables. Pour l'Etat, les journaux du groupe de presse ... ne sont pas des publications dont « *les idées* » (point essentiel heurtant, choquant ou inquiétant l'Etat ou une fonction [sic] quelconque de la population), le concept d'« *idées* » même en interprétant ce mot avec la plus large sympathie possible, ferait défaut dans les publications de Monsieur Ces mêmes publications ne relèveraient pas non plus de la presse « *glamour* » ou encore « *people* ».

Suivant les conclusions étatiques, la liberté d'expression ne saurait servir à assouvir des curiosités plus que malsaines d'un certain public, friand de nouvelles scandaleuses et parfaitement indifférent au degré de véracité de celles-ci.

Les parties ... et ... s.à r.l. concluent en substance à la confirmation du jugement entrepris en tous ses volets et sollicitent la condamnation de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg à leur payer, à chacun d'eux, une indemnité de procédure de 2.500.- €.

Monsieur ... et, par référence à ses conclusions, la société ... soulignent ainsi que les actes posés par le Procureur Général d'Etat leur feraient grief en ce qu'ils leur rendraient plus difficile l'accès à la base des audiences publiques en matière correctionnelle et criminelle. Tout ce que les intimés désireraient, ce serait tout simplement de bénéficier des mêmes conditions d'octroi des feuilles d'audience et de pouvoir participer de la même manière aux réunions de presse prévues à ces fins que les autres destinataires de ces modules. Les condamnations essuyées par Monsieur ... et énumérées par le Procureur Général d'Etat ne devraient rien changer à cette question, ni ne permettre un traitement inégalitaire dans leur propre chef.

Quant au fond, les intimés reconnaissent que la liberté de la presse n'est pas absolue, mais qu'une presse de « *BOULEVARD* » ne devrait cependant pas *ipso facto* se

voir privée ou déchu de cette liberté. Des dispositions d'essence supérieure en la matière s'imposeraient, à savoir l'article 10 CEDH, l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE), l'article 24 de la Constitution, ainsi que l'article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte). Contrairement aux conclusions de la partie publique, la liberté de la presse ne vaudrait pas seulement pour la presse dite traditionnelle ou arrangeante par rapport au pouvoir en place. Celui-ci, fût-ce par le biais du Procureur Général d'Etat, ne pourrait décider arbitrairement de ne communiquer des feuilles d'audience qu'à certains groupes de presse, sans que cela ne constitue une ingérence, voire une pression des pouvoirs publics sur la presse en général et certains organes, en l'occurrence les intimés, en particulier.

Ils renvoient à l'arrêt de la Cour EDH Handyside contre Royaume-Uni du 7 décembre 1976 pour énoncer qu'en principe la liberté d'expression prime le droit au respect de la vie privée et ce même pour les idées « *qui heurtent, choquent ou inquiètent l'Etat ou une fraction quelconque de la population* ». Ils renvoient encore à la résolution du Parlement européen adoptée en date du 10 mars 2011 dans le contexte du maintien de la liberté de la presse en Hongrie pour souligner que cette résolution vise précisément la liberté de recevoir et de transmettre des informations sans ingérence de la part des pouvoirs publics. Ce serait précisément ce dernier point qui serait critiqué en l'espèce.

Les intimés déclarent vouloir pouvoir exercer leur métier à armes égales avec les autres organes de presse. Tandis que les autres organes de presse du pays recevraient les feuilles d'audience et sauraient à quoi s'en tenir, les intimés seraient obligés de diligenter un journaliste sur place pour parcourir les salles afin de savoir quel procès se déroule où et à quel moment. S'il était vrai que Monsieur ... avait fait l'objet de diverses condamnations pour diffamation, calomnie ou injures, les intimés soulèvent cependant la question de savoir quel journaliste pouvait prétendre n'avoir jamais dépassé les limites de la liberté d'expression au nom du droit à l'information.

Au regard du système instauré, il importerait encore peu que Monsieur ... soit ou non membre du conseil de presse ou titulaire d'une carte de presse, alors que cette dernière ne serait nullement obligatoire au Luxembourg pour pouvoir exercer le métier de journaliste et encore moins celui d'éditeur. Dans la mesure où l'accès à l'information et à la liberté d'expression des autres organes de presse serait intact concernant les mises à leur disposition des feuilles d'audience, celui des intimés resterait soumis au bon vouloir du Procureur Général d'Etat.

Les intimés pointent de même que rien ne justifierait les décisions critiquées si ce n'était une volonté de leur nuire. Pareille volonté se dégagerait parfaitement du texte même de l'acte d'appel et de l'affirmation que « *Monsieur le Procureur Général d'Etat fait écrire que « le concept d' «idées» même en interprétant ce mot avec la plus large sympathie possible fait défaut dans les publications de Monsieur* ».

Les intimés estiment que les décisions déferées seraient fondées sur l'opinion nécessairement subjective de leur auteur concernant la valeur de leurs publications. Admettre pareille façon de faire consisterait à ouvrir la porte à tous les abus. *A priori* un

Procureur Général d'Etat politiquement « *de gauche* » pourrait refuser les informations à des journaux « *de droite* » et ainsi de suite.

Dans la mesure où selon eux, les décisions critiquées interviendraient au mépris du droit fondamental de la liberté d'expression, les intimés suggèrent deux questions préjudicielles, l'une à poser à la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), l'autre à la Cour constitutionnelle.

Ainsi, demandent-ils à voir poser à la CJUE la question préjudicielle suivante : « *Est-ce que les faits de l'espèce ne sont pas constitutifs d'une violation du Traité de l'Union Européenne notamment en ce qu'il garantit et défend la liberté d'expression et d'information inscrite à l'article 11 de la Charte des Droits Fondamentaux et à l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?* ».

En second lieu, les intimés suggèrent encore une question préjudicielle à poser cette fois-ci à la Cour constitutionnelle et libellée comme suit : « *Est-ce que les faits de l'espèce ne sont pas constitutifs d'une violation de l'article 24 de la Constitution en ce qu'il garantit et défend la liberté d'expression et d'information ?* ».

La société ... reproche à la partie publique de confondre les parties ... et Elle souligne à cet égard que Monsieur ... ne serait nullement un représentant légal de la société intimée qui aurait l'impression de s'être vu refuser les droits accordés à tous les autres éditeurs du pays par le simple fait que l'un des administrateurs de sa maison-mère est précisément Monsieur

Or, le gérant de la société ... serait Monsieur ..., lequel disposerait d'un casier judiciaire vierge et serait titulaire d'une carte de presse allemande.

La société ... énonce encore que depuis qu'elle serait éditrice du journal ..., c'est-à-dire à partir du mois de juin 2011, elle n'aurait jamais été poursuivie et encore moins condamnée par un quelconque tribunal. Elle précise que pour pouvoir couvrir la vie du Palais, elle devrait envoyer un journaliste dans chaque salle d'audience alors qu'il se tiendrait tous les jours au moins cinq audiences correctionnelles, soit en moyenne quarante procès par jour. Son grief résiderait précisément en cela.

Par rupture du délibéré du 7 février 2013, la Cour a demandé aux parties la fourniture d'éléments complémentaires concernant en substance la pratique de la mise à disposition des feuilles d'audience et de la participation aux points de presse, ainsi que celle des décisions de retrait et de refus afférentes, tout en soulignant l'incidence du principe d'égalité de traitement. La Cour a encore demandé aux parties des précisions quant à la structure du groupe ... ainsi désigné et plus particulièrement sur la position de la société ... y relativement.

Les intimés ont pris position pour préciser que le « *groupe ...* » n'existe pas en tant que tel, étant donné qu'il s'agirait d'une enseigne commerciale ne disposant pas de la personnalité juridique. Monsieur ... déclare avoir sollicité la fourniture des feuilles

d'audience en sa qualité d'éditeur des journaux ..., ... et ..., pour lesquels la responsabilité de l'édition aurait été assumée à partir du 18 mai 2011 par la société ..., qui, à son tour aurait alors sollicité la communication desdites feuilles d'audience. Cette société aurait, depuis sa création, pour associée unique la société ... S.A., laquelle serait administrée par Monsieur, Madame ..., épouse ..., et Mademoiselle

La partie publique précise à son tour que l'exigence pour voir admettre une personne à l'un des modules litigieux – feuilles d'audience ou points de presse – consisterait dans sa qualité d'éditeur ou de journaliste auprès d'un organe de presse. Si la qualité de journaliste ou d'éditeur était requise, il serait cependant possible, aux termes de la législation sur la presse, d'exercer ces professions sans disposer d'une carte de presse. Il serait cependant évident que le critère serait d'être journaliste professionnel et, en tout cas, celui d'exercer cette profession de manière prépondérante. La liste actuelle des personnes admises auxdits modules a été annexée à la prise de position complémentaire du Procureur Général d'Etat.

Celui-ci précise que les courriers ont toujours été adressés au « *groupe de presse* », ainsi qu'il résulterait d'ailleurs de la lettre adressée le 26 juin 2010 au mandataire de Monsieur

A part le présent litige, il n'y aurait pas eu en la matière une autre décision de refus ou de retrait.

Le principe de l'égalité de traitement n'aurait en l'espèce nullement été violé en ce sens que, toutes choses étant égales, les parties intimées n'auraient très régulièrement respecté ni la loi, ni les principes déontologiques de base en matière de presse, tandis que Monsieur ... aurait été condamné à d'itératives reprises pour des infractions en relation directe avec sa profession de journaliste-éditeur. Il y aurait dès lors eu rupture d'égalité de sa part par rapport aux autres éditeurs-journalistes qui, quant à eux, se seraient conformés aux règles énoncées en la matière, sauf de très rares exceptions.

Concernant la structure du « *groupe* », il y aurait lieu de tenir uniquement compte de la réalité quant au propriétaire effectif des journaux édités, à savoir Monsieur, étant constant qu'indépendamment de l'apparence du nom des sociétés éditrices, celles-ci appartiendraient à Monsieur

Au fond, la Cour est amenée à constater tout d'abord que les actes critiqués du Procureur Général d'Etat s'inscrivent dans le cadre d'une pratique instaurée par rapport aux affaires correctionnelles et criminelles, consistant à mettre à la disposition des personnes revêtant la qualité d'éditeur ou de journaliste auprès d'un organe de presse ayant jusque lors couvert la matière et s'étant enquises essentiellement auprès des différents greffes pour préparer la couverture de procès essentiellement pénaux, les feuilles d'audience afférentes, puis à leur présenter certains aspects des affaires à traiter lors de points de presse, en principe organisés par les services du Procureur Général d'Etat. Une première spécificité de cette pratique consiste dans le fait, confirmé par les parties à l'audience, qu'elle n'est spécifiquement règlementée par aucun texte de droit

positif et qu'elle repose, quant au cénacle de ses destinataires, à la pratique qui s'était forgée sur le tas.

Le fait que cette pratique se soit échafaudée sur le tas dans la matière judiciaire qui, de tous temps, a le plus suscité l'intérêt de la presse au Luxembourg – les affaires correctionnelles et surtout criminelles – et que dès lors, tel que souligné par le représentant étatique, une inégalité certaine réside dans la circonstance constante qu'une facilitation à la couverture des audiences en matière civile, commerciale, de droit du travail ou de sécurité sociale n'existe point, n'est cependant pas de nature à porter à conséquence en l'occurrence. En effet, les intimés ne se sont jamais plaints de cette inégalité dans les facilitations d'accès à la couverture des audiences correctionnelles et criminelles, d'un côté, et les autres audiences, du moins des juridictions de l'ordre judiciaire, de l'autre côté, où pareilles facilitations n'existent pratiquement pas. C'est le principe constitutionnel de la publicité des audiences, tel qu'inscrit à l'article 88 de la Constitution, qui, à titre essentiel, régit la matière.

Les intimés ont attaqué les actes litigieux du Procureur Général d'Etat en ce qu'ils leur ont retiré sinon refusé la facilitation d'accès aux informations en matière correctionnelle et criminelle, sous le double volet des feuilles d'audience et de la participation aux points de presse, alors que pourtant les autres destinataires ont continué, sans exception, à en jouir.

Tel que l'ont relevé à bon escient les premiers juges, les actes critiqués du Procureur Général d'Etat ne relèvent point de sa fonction juridictionnelle. S'il est vrai que ces actes ont trait à la facilitation d'accès aux informations relatives aux seules audiences correctionnelles et criminelles et que, d'après l'article 88 de la Constitution, les audiences des tribunaux sont publiques sauf les restrictions y prévues, il n'en reste pas moins que pareilles facilitations à l'accès à des informations sur des affaires paraissant à l'audience n'ont trait, de manière intrinsèque, ni directement, ni indirectement à la fonction de juger proprement dite.

Les actes incriminés sont dès lors à classer parmi les actes d'administration du Procureur Général d'Etat.

En ce qu'il s'agit pour les concernés de ne plus ou de ne pas avoir accès aux feuilles d'audiences, ni aux points de presse, les actes en question revêtent un caractère décisionnel.

Tel que résultant des éléments fournis au dossier, la circonstance de ne plus bénéficier de ces facilités n'a de fait pas empêché les intimés de couvrir des affaires correctionnelles et criminelles ayant paru devant les juridictions luxembourgeoises. Cependant, tel que les intimés le soulignent à bon escient, le fait de ne pas ou plus pouvoir accéder aux feuilles d'audiences représente du moins médiatement une surcharge de soins nécessaires à dégager l'existence de l'affaire, ses protagonistes, l'heure et le lieu des audiences pour les affaires qui vont passer, tandis que l'absence d'accès aux points de

presse empêche précisément de voir plus en avance la consistance de certaines affaires appelées à paraître en audience publique.

C'est dire que les actes déferés du Procureur Général d'Etat non seulement s'analysent en décisions administratives, mais encore ne sont pas de nature à être demeurés complètement neutres dans le chef de leurs destinataires, par rapport auxquels ils doivent dès lors être analysés comme faisant grief.

Tel que l'ont partant dégagé à bon escient les premiers juges, les recours initiaux des intimés actuels étaient bien recevables sous cet aspect, la compétence *ratione materiae* des juridictions de l'ordre administratif se trouvant vérifiée à la base.

Plus loin au fond, il convient de replacer les décisions litigieuses du Procureur Général d'Etat dans le contexte précis où elles ont été rendues.

Tel qu'il vient d'être dégagé ci-avant, les deux décisions litigieuses ont été prises dans le contexte d'une pratique administrative non autrement régie par des textes de droit positif les instituant formellement. Divers éléments essentiels découlent de ce constat.

S'agissant d'une simple pratique dégagée, à partir précisément des expériences du passé, équivalant à une facilitation d'accès à certaines informations qui subsistent par ailleurs et qui peuvent parfaitement être obtenues d'une manière parallèle, aucun passage obligé par ces feuilles d'audiences, ni par les informations mises à disposition lors des points de presse n'existe comme tel. Le principe de la publicité des audiences tel qu'inscrit à l'article 88 de la Constitution reste sauf, que cette pratique soit suivie ou non.

Pareillement, cette facilitation n'a aucun caractère obligatoire dans la mesure où elle n'est prévue de manière impérative ou coercitive par aucun texte de droit positif faisant partie de l'ordonnement juridique en place. Le cadre correspond à un objectif de facilitation d'accès à certaines informations ayant trait à la publicité des audiences en matière correctionnelle et criminelle, ces audiences restant, au-delà de cette pratique, tout aussi publiques et les informations tout aussi disponibles *a priori*. Ce constat est d'autant plus vrai pour les autres juridictions de l'ordre judiciaire ne siégeant ni en matière correctionnelle, ni en matière criminelle, pour lesquelles il n'existe précisément ni feuilles d'audience de la sorte, ni points de presse.

Or, en matière criminelle et correctionnelle notamment, la publicité des audiences doit être entrevue en corrélation avec le principe fondamental de la présomption d'innocence.

Le principe de la présomption d'innocence est plus particulièrement consacré par l'article 6, paragraphe 2, CEDH qui dispose précisément que toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie. Autrement dit, le droit à un procès équitable en matière pénale implique pour toute personne accusée, à ce que sa présomption d'innocence soit sauvegardée.

Le principe de la présomption d'innocence implique que toute communication autour de la phase d'instruction, compte tenu également du secret de l'instruction, de même que subséquemment autour de la phase judiciaire et notamment des passages devant la juridiction pénale de jugement, se passe de manière à ne pas amener le public à considérer la personne en question coupable avant même que sa culpabilité n'ait été établie selon les formes légales.

Le vecteur pertinent et prépondérant pour des autorités appelées à informer le public et à communiquer sur des affaires pénales en cours est ainsi constitué par le principe de la présomption d'innocence.

Si dès lors le principe de la présomption d'innocence ancré à l'article 6, paragraphe 2, CEDH n'interdit pas, notamment à des autorités publiques, de communiquer sur les affaires pénales en cours, il revêt cependant un caractère prépondérant par rapport aux autres principes fondamentaux touchés par pareille communication, dont plus précisément celui du droit à la liberté d'expression consacré par l'article 10 CEDH incluant le droit de recevoir et de traiter des informations, eux-mêmes inhérents à la liberté de la presse (cf. Cour EDH, 20 mai 2007, Req. N° 73481/01, Bochev c/ Bulgarie ; Cour EDH, 20 mai 2008, Req. N° 23574/04, Kartal c/ Turquie, Cour EDH, 8 juillet 2008, Req. N° 33024/02, Sutyagin c/Russie).

Au vu du principe de la publicité des audiences, constitutionnellement garanti, resté sauf de manière constante en l'espèce, les modules de communication des feuilles d'audience et d'assistance aux points de presse d'information n'auraient de toute manière revêtu qu'un caractère médiat sous l'aspect de la liberté de la presse, les intimés ayant gardé toute liberté comme de fait ils ont pu se procurer tous éléments d'information dont ils ont pu décider la relation.

Il résulte des éléments d'information soumis à la Cour sur rupture du délibéré et demande afférente de sa part que les intimés sont les seuls journalistes-éditeurs ayant fait l'objet d'une décision de retrait sinon de refus d'accès aux modules concernés. Il se pose dès lors éminemment une question d'égalité de traitement à leur égard, tel que discuté plus en avant également par les parties sur rupture du délibéré.

A partir de toutes ces considérations, la Cour est amenée à opérer un recadrage du litige lui déféré.

Eu égard au caractère prépondérant de la présomption d'innocence en matière de communication sur des affaires pénales pendantes notamment par rapport à la liberté d'expression et compte tenu de l'inégalité de traitement advenue dans le chef des intimés à travers les décisions critiquées, ensemble le principe constitutionnel de la publicité des audiences resté sauf, la Cour sera amenée à analyser la légalité de ces décisions en termes de rupture éventuelle du principe de l'égalité devant la loi en interaction avec les exigences de préservation du principe de la présomption d'innocence, lui-même prépondérant par rapport à la liberté d'expression.

Enfin, si la pratique ne se trouve pas régie par une réglementation formelle, elle n'en est pas illégale pour autant. En effet, la pratique s'inscrit non pas dans une zone de non-droit mais, outre les exigences de droit international, dans le contexte plus large précisément de la publicité des audiences constitutionnellement garantie.

A ce stade du cadrage des dispositions de l'ordonnancement juridique applicable, il convient d'avoir égard aux deux questions préjudicielles posées par les parties intimées.

Celles-ci soumettent à la Cour la question préjudicielle suivante à soumettre à la Cour constitutionnelle : « *Est-ce que les faits de l'espèce ne sont pas constitutifs d'une violation de l'article 24 de la Constitution en ce qu'il garantit et défend la liberté d'expression et d'information ?* ».

Il convient de souligner que d'après l'article 2 de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle, ladite Cour statue sur la conformité des lois à la Constitution.

Or, la question préjudicielle posée par les intimés ne porte nullement sur une question de conformité d'une loi par rapport à la Constitution, mais demande à voir analyser la conformité des « *faits de l'espèce* » par rapport à un article de la loi fondamentale.

Ainsi posée, la question est manifestement dénuée de tout fondement au titre du point b) de l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi précitée du 27 juillet 1997.

La question préjudicielle posée par les intimés en vue d'être soumise à la CJUE s'articule comme suit : « *Est-ce que les faits de l'espèce ne sont pas constitutifs d'une violation du Traité de l'Union Européenne notamment en ce qu'il garantit et défend la liberté d'expression et d'information inscrite à l'article 11 de la Charte des Droits Fondamentaux et à l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?* ».

La problématique qui se pose devant cette Cour relève d'une situation purement interne et ne revêt aucun élément d'extranéité utilement mis en avant. De même, aucune implication des organes de l'Union européenne en relation avec une quelconque disposition de la Charte, ni par ailleurs de la Convention européenne des Droits de l'Homme, ne se trouve vérifiée en l'occurrence par rapport aux deux décisions actuellement critiquées par les intimés.

Il n'y a dès lors pas non plus lieu de soumettre à la CJUE la question préjudicielle proposée par les intimés.

L'ordonnancement juridique en place n'étant dès lors pas affecté par les questions préjudicielles proposées par les intimés, il convient d'analyser l'argumentaire utilement retenu de l'inégalité de traitement invoquée.

C'est ainsi que l'article 10*bis*, paragraphe 1^{er}, de la Constitution prévoit que « *tous les Luxembourgeois sont égaux devant la loi* », tandis que l'article 111, pour autant que de besoin – la nationalité de Monsieur ... n'étant pas renseignée au dossier -, énonce que « *tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi* ».

Il est constant que les dispositions des articles 10*bis* et 111 de la Constitution s'appliquent tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales.

La mise en œuvre de la règle constitutionnelle d'égalité suppose que dans les limites des dispositions de la loi valablement établies, l'autorité administrative peut, à travers sa décision, soumettre certaines personnes à des régimes différents, à condition que la différence de traitement instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.

Si *a priori* la situation de Monsieur ... et celle de la société ... sont différentes en ce que, pour le premier, il s'agit d'une décision de retrait, tandis que pour la deuxième il s'agit d'un refus d'une première autorisation demandée, il convient cependant de nuancer cette différence apparente et de la replacer dans son contexte.

Tout d'abord, Monsieur ... s'est vu adresser la décision de retrait dont s'agit, certes en nom personnel, mais, de manière constante, en tant que représentant du groupe ... ainsi désigné. Il résulte des explications du mandataire des intimés sur rupture du délibéré que ce groupe n'est qu'une enseigne commerciale et qu'il n'a jamais disposé de la personnalité juridique.

Il résulte des mêmes informations que si Monsieur ... a revêtu la qualité d'éditeur des journaux ..., ... et ... et qu'en cette qualité il a obtenu les feuilles d'audience et les invitations aux points de presse dès avant la première interruption et de nouveau à partir de février 2010, c'est depuis le 18 mai 2011 que la société ... revêt la responsabilité de l'édition de ces journaux. De même, depuis sa création, la société ... a comme associée unique la société ... S.A., administrée par Monsieur, son épouse et sa fille

Dans une optique d'analyse réaliste de la situation, la Cour, statuant certes dans le cadre d'un recours en annulation et appréciant la situation aux jours respectifs des prises des décisions critiquées, est amenée à retenir que la société ..., venant à l'époque de reprendre la responsabilité éditrice des trois journaux dont s'agit, doit être regardée comme continuatrice directe et immédiate de Monsieur ... à la tête de l'enseigne commerciale groupe ... ainsi désignée, l'ensemble des activités restant sous le contrôle de la famille

Dès lors, il n'y aura pas lieu à différenciation de l'analyse quant à la légalité des deux décisions litigieuses concernant le principe de l'égalité de traitement en ce sens que le sort de la société ... venant fraîchement de reprendre le plan de l'éditeur responsable des trois journaux concernés se trouve intimement lié à celui de l'éditeur précédent, Monsieur ..., ayant agi pour compte du groupe ... ainsi désigné.

La différence de traitement entre Monsieur, ayant agi en tant qu'éditeur responsable des trois journaux concernés du groupe ... ainsi désigné, d'une part, et tous les autres éditeurs-journalistes qui continuent à recevoir les feuilles d'audience et être invités aux points de presse, d'autre part, est objective en ce que d'après les données constantes au dossier, seul le premier s'est vu reprocher sur la toile de fond de condamnations pénales multiples et réitérées en matière de délits de presse, d'injures et de diffamations, voire de condamnations civiles pour non-respect de la vie privée, plus précisément également des atteintes vérifiées à la présomption d'innocence, fût-ce pour des faits relevant d'affaires en cours d'instruction, fût-ce encore pour des faits traités en audience publique, par rapport auxquels néanmoins aucune mention n'a été faite dans le journal ayant une première fois relaté ces faits du jugement d'acquittement entre-temps intervenu.

Pour le moins pour deux condamnations intervenues en matière pénale, la relation des faits peut être directement ramenée aux informations détenues à partir des feuilles d'audience. Concernant les violations manifestes de la présomption d'innocence, il convient de souligner que tout comme le juge d'instruction est tenu de procéder à charge et à décharge, le principe de la présomption d'innocence impose également à toute publication journalistique de ne jamais perdre de vue la présomption d'innocence et de ne pas manquer de le rappeler dans le cas de relation de faits relatifs à des dossiers en cours d'instruction. Pour ce qui est des faits relatés à partir d'une audience de tribunal correctionnel ou criminel, le complément nécessaire et indispensable afférent est constitué par le jugement, précisément s'il s'agit d'un acquittement, lequel est seul de nature à suffire aux exigences minimales découlant du principe de la présomption d'innocence.

Il résulte d'un courrier du représentant du Procureur Général d'Etat du 26 janvier 2010 adressé au mandataire du groupe de presse ... ainsi désigné que déjà à l'époque celui-ci s'était vu interdire l'obtention de copie des feuilles d'audience des chambres criminelles et correctionnelles et que sur demande dudit mandataire une réception desdites feuilles a de nouveau été accordée à partir de février 2010.

Cette reprise de la mise à disposition des feuilles d'audience a été effectuée à l'époque sous la mise en exergue qu'« *il s'entend que votre mandant devra respecter, dans le cadre de ses reportages, le principe de la présomption d'innocence des personnes concernées* ».

Les décisions critiquées du Procureur Général d'Etat ont donc pu poursuivre le but légitime d'éviter à l'avenir au niveau des journaux édités par le groupe de presse ..., de nouveaux cas de non-respect de la présomption d'innocence des personnes concernées par des affaires pénales pendantes commentées, une fois la fourniture des feuilles d'audience reprise dans le chef dudit groupe de presse à partir de février 2010.

De nouvelles transgressions ayant été constatées par rapport au principe de la présomption d'innocence, sur toile de fond d'itératives condamnations pénales et civiles

en matière du droit de la presse, dont au moins deux condamnations pénales remontent directement à la fourniture de feuilles d'audience, les mesures de retrait afférentes et de refus subséquentes dans le chef de l'éditeur continuateur s'avèrent encore avoir été nécessaires et dès lors rationnellement justifiées.

S'agissant de transgressions du principe de la présomption d'innocence constatées de manière itérative suite à la mise à fin du retrait antérieur à février 2010, la mesure est à qualifier d'appropriée, c'est-à-dire d'adéquante.

Enfin, dans les conditions données, compte tenu de la violation réitérée du principe de la présomption d'innocence dans le chef de plusieurs personnes concernées, la mesure doit également être considérée comme ayant été proportionnée à son but qui consistait précisément à partir de la décision précitée du 26 janvier 2010 à éviter pareil cas de figure à l'avenir.

Il découle de l'ensemble des considérations qui précèdent que le traitement différentiel opéré dans le chef des intimés poursuit un objectif légitime et les caractéristiques d'être nécessaire, approprié et proportionné au but poursuivi.

Force est dès lors à la Cour de retenir qu'aucun traitement discriminatoire n'a été opéré en l'occurrence à travers les décisions critiquées du Procureur Général d'Etat dans le chef des intimés.

Il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent que par réformation du jugement entrepris, les recours en annulation des intimés sont à déclarer non fondés.

Les intimés réclament encore la condamnation de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg à une indemnité de procédure de 2.500.- €.

Au vu de l'issue du litige, cette demande est à écarter.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel recevable ;

au fond, le dit justifié ;

réformant, déclare les recours en annulation introduits sous les numéros 28853 et 28916 du rôle non fondés et en déboute ;

écarte la demande en allocation d'une indemnité de procédure des intimés ;

condamne les intimés aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original.

Luxembourg, le 22 novembre 2016

Le greffier en chef de la Cour administrative